

## **Michel GRUNEWALD**

*Le combat des « jeunes conservateurs » contre la République de Weimar. Une « opposition fondamentale » au système libéral*

### **Zusammenfassung**

Unter den verschiedenen Strömungen, die nach 1919 zur «konservativen Revolution» gerechnet werden konnten, standen die «Jungkonservativen» an der Spitze des politischen Kampfes gegen die Weimarer Republik. Im Namen deutscher Werte, die sie gegen den westlichen Universalismus von Anfang an ins Spiel brachten, forderten sie einen Wiederaufbau des Deutschen Reiches im Geist eines modernisierten Konservatismus, zu dessen Vorbildern insbesondere Freiherr vom Stein und die preußischen Reformer zählten. Ihre «Fundamentalopposition» gegen die sich unter großen Mühen etablierende deutsche Demokratie machten sie deutlich, indem sie betont elitär auftraten, ohne sich wie im Massenzeitalter üblich in parteiähnlichen Strukturen zu organisieren, sondern Klubs ins Leben riefen wie der «Juni-Klub» und der «Deutsche Herrenklub». Zu deren Vordenkern gehörten Arthur Moeller van den Bruck, Walther Schotte, Heinrich von Gleichen und Edgar Julius Jung. Diese Klubs waren Ideenlabore, die mit Manifesten, Zeitschriften und Büchern ihrer Mitglieder in den Bereichen der reinen Ideologie, des politischen und wirtschaftspolitischen Denkens ihren Beitrag zum Kampf gegen die Republik leisteten. Der Liberalismus, wie er sich seit dem ausgehenden 18. Jahrhundert durchzusetzen begonnen hatte, stand im Mittelpunkt ihrer kritischen Auseinandersetzung mit der Republik. Im Visier hatten sie das parlamentarische System als Ausdruck des politischen Liberalismus und sie warben für einen autoritären Staat, in dem die Souveränität nicht mehr in den Händen der gewählten Volksvertretungen, sondern der Exekutive liegen sollte. Dieser Staat, in dem die Legislative der Kontrolle der Exekutive unterstehen sollte, hätte als «essentieller Staat» an der Spitze einer Pyramide gestanden, die alle dezentral und ständisch organisierten Kräfte der Wirtschaft und der Gesellschaft umfasst hätte.

Mit allen anderen Kräften aus dem rechten Spektrum einschließlich der Nationalsozialisten, die sie ab Anfang 1930 als mögliche Verbündete und Helfer im Rahmen einer gemeinsamen Front aller «nationalen» Deutschen ansahen, trugen die «Jungkonservativen» zum Ausbruch und zur Verschärfung der Staatskrise in Deutschland erheblich bei. 1932, als von Papen Kanzler war, sahen nicht wenige unter ihnen ihre Stunde gekommen. Ihre Hoffnungen mussten sie allerdings nach dem Rücktritt des «Kabinetts der Barone» zurückstellen. Sie gaben gleichwohl ihre Pläne nicht auf und rechneten bis zuletzt mit der Möglichkeit, die Nationalsozialisten im Sinne ihrer Strategie in eine umfassende nationale Strömung integrieren zu können, die sich die Verwirklichung des jungkonservativen Programms zum Ziel setzen würde. Dabei übersahen sie, dass die Nationalsozialisten ihre eigene Agenda hatten und in den konservativen Eliten lediglich Steigbügelhalter sahen, die ihnen zur Eroberung der Macht in Deutschland nützlich sein konnten. Bereits in den ersten Wochen nach der Berufung Hitlers zum Reichskanzler mussten sie erkennen, dass sie in dem neuen System als selbständige Kraft nicht mehr agieren konnten und vor der Alternative standen, den neuen Machthabern Deutschlands zu dienen oder zu verstummen.

### **Résumé**

Parmi les divers courants que compta après 1919 la «révolution conservatrice» allemande, les «jeunes conservateurs» occupèrent d'emblée les avant-postes du combat politique contre la République de Weimar. Au nom de valeurs réputées allemandes qu'ils opposaient à l'universalisme occidental, ils militaient pour une reconstruction du Reich dans l'esprit d'un conservatisme modernisé qui se serait réclamé notamment du baron von Stein et des réformateurs prussiens du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils marquaient leur «opposition fondamentale» envers la jeune démocratie allemande en adoptant des positions clairement élitistes et en s'organisant non pas en partis, mais en créant à contre-courant de la société de masses des clubs comme le «Juniklub» et le «Deutscher Herrenklub» dont les têtes

pensantes les plus connues furent en particulier Arthur Moeller van den Bruck, Walther Schotte, Heinrich von Gleichen et Edgar Julius Jung. Ces clubs étaient des laboratoires d'idées qui contribuèrent au combat contre la République à travers leurs manifestes, leurs périodiques et les ouvrages écrits par leurs membres dans au moins trois domaines : celui de l'idéologie, celui de la politique proprement dite et celui de la réflexion économique. La cible essentielle de leur confrontation permanente avec la République de Weimar était le «libéralisme», tel qu'il avait émergé depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Ils concentraient leurs attaques sur le système parlementaire comme expression politique du libéralisme et militaient pour son remplacement par un Etat autoritaire au sein duquel la souveraineté n'aurait plus été détenue par les représentants élus du peuple mais par un exécutif fort. Cet Etat au niveau duquel le législatif aurait été contrôlé par l'exécutif aurait, en tant qu'«Etat essentiel» constitué le sommet d'un édifice pyramidal englobant toutes les forces de la société et de l'économie organisées de façon décentralisée et corporative.

Comme tous les courants de droite, les «jeunes conservateurs» considèrent à partir de 1930 les nationaux-socialistes comme des alliés potentiels au niveau d'un front commun des forces patriotiques du Reich. Au même titre que les autres représentants de leur sensibilité, ils contribuèrent à l'éclatement et à l'aggravation outre-Rhin de la crise de régime du début des années 1930. En 1932, après la nomination de von Papen à la chancellerie, une grande partie d'entre eux crurent à un succès proche de leurs idées. Après l'échec du «cabinet des barons», ils durent cependant renoncer provisoirement à leurs espoirs. Mais cela ne les empêcha pas de continuer à considérer que leur stratégie visant à intégrer les nationaux-socialistes dans un large front des droites dont ils seraient les inspirateurs connaîtrait finalement le succès. En organisant leur action à partir de la fin de 1932 clairement au profit de cette cause, ils perdirent de vue que les nationaux-socialistes poursuivaient leur propres objectifs et considéraient un rapprochement entre eux et les «révolutionnaires conservateurs» uniquement comme une manœuvre tactique facilitant leur propre prise du pouvoir qu'ils voulaient ensuite exercer sans partage. Dès les premières semaines qui suivirent l'accession d'Hitler à la chancellerie, ils ne purent que se rendre à l'évidence et reconnaître qu'au sein du nouveau système ils étaient condamnés à perdre leur autonomie et que, dès lors, l'alternative pour eux était de se mettre au service des nouveaux maîtres du Reich ou bien de se trouver réduits au silence.

### **Michel GRUNEWALD**

Professeur émérite, est germaniste, spécialiste de civilisation allemande.

Ses sujets principaux de recherche portent sur les relations culturelles franco-allemandes, la presse culturelle allemande, les perceptions et les transferts, la réception du national-socialisme et les relations franco-allemandes.

Ses plus récentes publications :

Edition de la série

*France-Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle – La production de savoir sur l'Autre / Deutschland und Frankreich im 20. Jahrhundert – Akademische Wissensproduktion über das andere Land*, Peter Lang Berne 2011-2014.

Edition de la série « confrontations au national-socialisme en Europe francophone et germanophone » (4 volumes parus), Peter Lang Bruxelles (depuis 2017).

La monographie

De la «France d'abord» à la «France seule». – L'Action française face au national-socialisme et au Troisième Reich, Paris (Editions Pierre Guillaume de Roux) 2019.